<p>RESOLUTION N° AGN/64/RES/11</p> <p><u>OBJET :</u></p> <p>Relations avec les autres instances internationales, notamment policières</p>	<p>CLASSEMENT DE CETTE RESOLUTION :</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT CHRONOLOGIQUE à l'année 1995</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT MATIERE</p> <p>dans la rubrique : Coopération avec les Organisations internationales</p> <p>à la sous-rubrique : Coopération avec les Nations Unies</p> <p>1 exemplaire dans le CLASSEMENT MATIERE</p> <p>dans la rubrique : Coopération avec les Organisations internationales</p> <p>à la sous-rubrique : Coopération avec des organisations internationales autres que les Nations Unies</p>
---	--

TEXTE DE LA RESOLUTION

L'Assemblée générale de l'O.I.P.C.-Interpol, réunie en sa 64ème session à Beijing, du 4 au 10 octobre 1995,

VU l'article 41 du Statut de l'Organisation,

AYANT PRIS CONNAISSANCE du rapport N° 23, intitulé "Relations avec les autres instances internationales, notamment policières",

CONSCIENTE de l'importance que revêt pour l'évolution de la lutte contre la criminalité internationale l'établissement de relations institutionnelles entre les différentes organisations régionales de police et l'O.I.P.C.-Interpol, dont la compétence et l'influence s'étendent à 176 pays membres,

CONSCIENTE EGALEMENT de la nécessité d'éviter toute duplication de personnel, de procédures et de systèmes informatiques dans cette lutte internationale contre la criminalité afin de prévenir toute dépense inutile et toute stratégie divergente,

RESOLUTION N° AGN/64/RES/11

CONVAINCUE de la nécessité de concevoir cette lutte sur un plan mondial afin d'éviter que certains pays, liés par des accords régionaux, ne s'estiment autosuffisants en matière de lutte contre la criminalité,

FAIT SIENNES les analyses et considérations figurant dans le rapport mentionné ci-dessus, et

INVITE le Secrétaire Général à recenser les organismes et les organisations régionales de police, dont la mission est, au plan étatique, la coopération internationale policière,

DEMANDE au Président de l'Organisation et au Secrétaire Général :

- d'engager toute négociation :

visant à permettre au plus haut niveau la coopération la plus étroite et les échanges les plus fructueux entre l'O.I.P.C.-Interpol et les organisations régionales qui leur paraissent utiles à la coopération policière internationale ;

avec l'Organisation des Nations Unies en vue de mettre en place une procédure tendant à obtenir pour l'Organisation le statut d'observateur auprès de son Assemblée générale ;

- de présenter à l'approbation de l'Assemblée générale tout projet de convention ou protocole d'accord auquel ils seraient parvenus ;

ceci en tenant compte des souhaits que pourraient exprimer les Conférences régionales d'Interpol en la matière.